



Paris, le 28 mars 2017

**Monsieur Matthias FEKL**  
**Ministre de l'Intérieur**  
Place Beauvau  
**75008 PARIS**

Monsieur le Ministre,

Depuis plusieurs semaines, les membres de la direction nationale (Conseil national) de notre association, l'Association France Palestine Solidarité, sont la cible d'intimidations et de menaces de la part d'une prétendue « Brigade juive » : publication d'informations privées sur Facebook et Internet, menaces de mort par téléphone, appels téléphoniques falsifiés ayant conduit à l'intervention des Sapeurs-pompiers, etc. Notre association elle-même et ses salariés en ont également été victimes le 17 mars dernier.

Chacune des personnes visées a bien entendu porté plainte, ainsi que notre association, et nous comptons bien que la justice suive son cours.

Mais plusieurs d'entre nous ont également interpellé votre ministère par lettre ou courrier électronique adressé à Monsieur le Directeur de Cabinet (exemple ci-joint). La seule réponse qu'ils ont reçue est un message électronique indiquant que « *il n'appartient pas au ministère de l'intérieur de décider des suites à donner aux plaintes qui sont déposées auprès des policiers ou des gendarmes* » (également ci-joint).

Nous sommes particulièrement surpris de cette réponse, qui semble faire fi des missions d'ordre public et de protection des libertés qui sont celles de votre ministère. Alors même que la gravité de ces menaces a été relevée par de nombreuses organisations dont le MRAP, la Ligue des Droits de l'Homme et Amnesty International dont vous trouverez ci-joint les communiqués.

Au nom de la liberté d'association, nous attendons au contraire de votre part que vous mettiez fin aux menaces et intimidations dont nous-même, nos salariés, et les membres de notre direction nationale sont victimes depuis plusieurs semaines, que vous mettiez ces groupes ultra-violents hors d'état de nuire et que vous assuriez notre protection.

Ajoutons que cette affaire comprend aussi un volet de protection de notre collectivité nationale contre les ingérences étrangères : la reprise des vidéos menaçantes des prétendues « Brigades juives » par le site israélien « Coolamnews » qui indique avoir à sa disposition un officier de l'armée israélienne, les différentes enquêtes en cours ou publiées en Israël sur les activités coordonnées par le gouvernement israélien contre les personnes et organisations qui critiquent sa politique partout dans le monde, les annonces publiques du ministre israélien de la stratégie en février 2016 : tous ces éléments nous amènent à une forte présomption d'ingérence étrangère dans les menaces et intimidations dont nous sommes victimes.

Nous comptons sur vous, Monsieur le Ministre, pour les dispositions que vous pourrez prendre en ce sens et apprécierions d'en être informés. Pour notre part, nous sommes évidemment à votre disposition pour toute information complémentaire ou pour une rencontre avec vos services.

Dans cette attente, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre respectueuse considération.

Taoufiq TAHANI  
Président de l'AFPS

PJ. 5